

BULLETIN DEPARTEMENTAL DE COTE D'OR

Evolution des demandes d'emploi en fin de mois - Série CVS Cat. A et A, B, C

EN BREF...

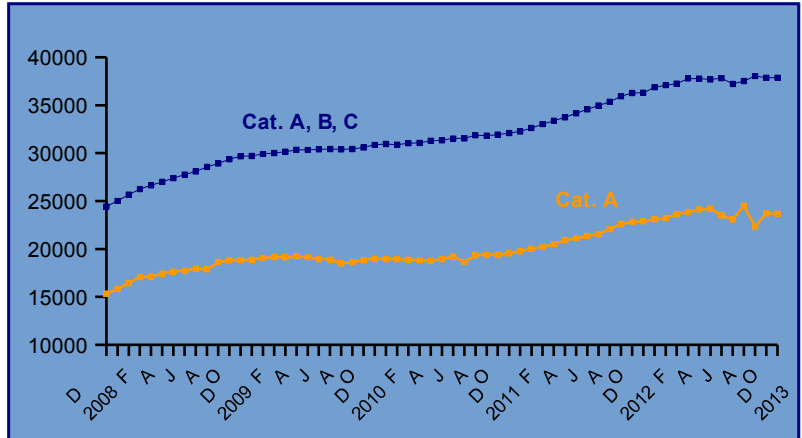
Données CVS

Demandes d'emploi en fin de mois :

Côte d'Or	
Cat. A	23 674
Cat. A, B, C	37 861
Bourgogne	
Cat. A	73 133
Cat. A, B, C	115 930

Taux de chômage localisés trim.

Côte d'Or	9,0%
Bourgogne	9,8%



Demandeurs d'emploi de catégorie A (demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi) : Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Côte d'Or s'établit à fin décembre 2013 à 23 674 soit une très légère baisse de - 0,2 % (- 54) par rapport à fin novembre 2013. La Bourgogne affiche une baisse de - 0,8 % comparativement à fin novembre 2013. En France Métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emplois augmente de + 0,3 % par rapport à novembre 2013.

Sur un an, la Côte d'Or connaît une hausse de + 3,5 % et on observe toujours une progression importante pour la tranche d'âge 50 ans et plus (+ 8,3 % pour les hommes et 7,3 % pour les femmes).

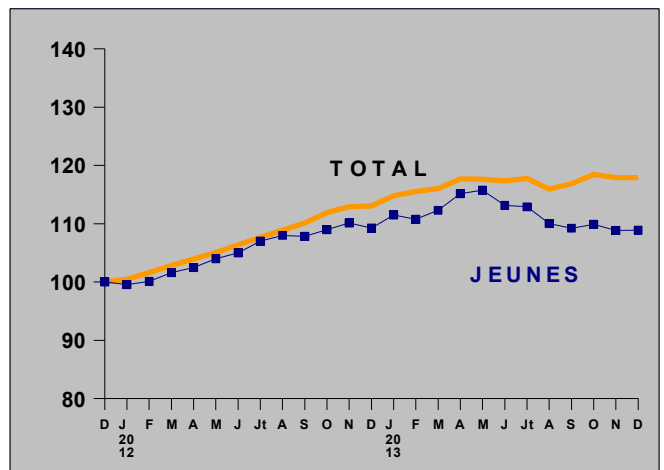
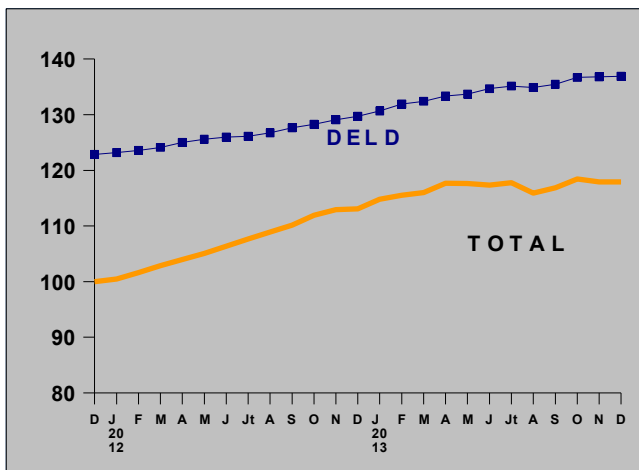
Demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou exerçant une activité réduite) : Le nombre total de demandeurs d'emplois de catégories A,B,C s'établit à fin décembre à 37 861 ; une stabilité par rapport à novembre 2013. En Bourgogne, on constate également la même stabilité. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de + 0,5 % par rapport à novembre 2013. Sur un an, la progression atteint + 4,3 % en Côte d'Or, + 3,7 % en Bourgogne et + 6,0 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi en Côte d'Or inscrits en catégories A, B, C depuis plus d'un an s'établit à 16 722 et augmente de + 0,2 % par rapport à fin novembre. Sur un an, la progression s'élève à + 14,4 %.

Les entrées à Pôle Emploi en catégorie A, B, C sont en baisse en variation trimestrielle (- 4,8 %).

Les sorties de Pôle Emploi sont en baisse en variation trimestrielle (- 6,1 %).

Les offres d'emplois collectées en emplois durables (plus de 6 mois) sont pour le mois de décembre 2013 en baisse en variation trimestrielle (- 6,9 %).

Evolution de la demande d'emploi en fin de mois (Cat. A, B, C)



Demandes d'emploi CVS Indice base 100 au 31/12/11

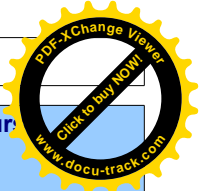
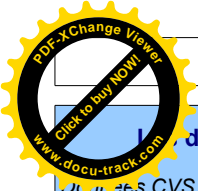
Source : STMT - Pôle emploi, DARES

Calculs des cvs : DIRECCTE de Bourgogne / SEPES



PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR

LA DEMANDE D'EMPLOI

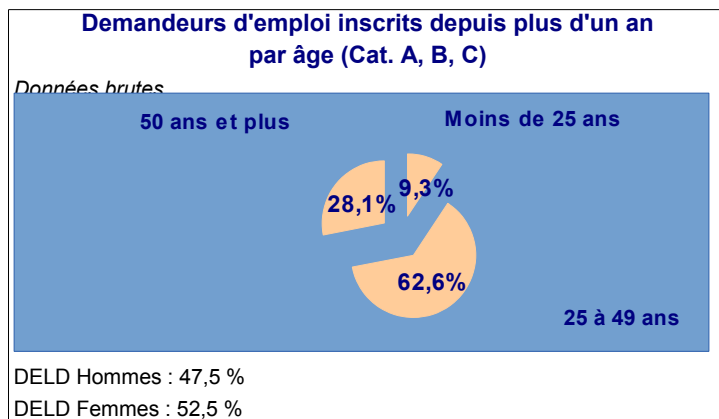


Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
Données CVS	Déc. 2013	Variation par rapport à	
		Nov. 13	Déc. 12
Catégorie A	23 674	-0,2	+3,5
Hommes	12 163	-0,2	+4,7
< 25 ans	2 205	+1,5	+1,3
25 - 49 ans	7 351	-0,9	+4,6
50 ans et plus	2 608	+0,5	+8,3
Femmes	11 511	-0,3	+2,3
< 25 ans	1 979	-1,1	-2,8
25 - 49 ans	6 966	-0,4	+2,0
50 ans et plus	2 565	+0,7	+7,3
Hommes + Femmes	23 674	-0,2	+3,5
< 25 ans	4 184	+0,2	-0,7
25 - 49 ans	14 317	-0,6	+3,3
50 ans et plus	5 173	+0,6	+7,8

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
Données CVS	Déc. 2013	Variation par rapport à	
		Nov. 13	Déc. 12
Catégories A, B, C	37 861	+0,0	+4,3
Moins de 1 an	21 138	-0,1	-2,5
Plus de 1 an	16 722	+0,2	+14,4

Entrées et sorties à Pôle emploi			
Données CVS	Déc. 2013	Variation trimestrielle sur 3 mois glissants(1)	Variation annuelle sur 3 mois glissants(2)
Catégories A, B, C			
Entrées à Pôle emploi	3 440	-4,8	-5,3
Sorties à Pôle emploi	3 497	-6,1	-0,3

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
Données CVS	Déc. 2013	Variation par rapport à	
		Nov. 13	Déc. 12
Catégories A, B, C	37 861	+0,0	+4,3
Hommes	18 166	+0,0	+5,7
< 25 ans	3 240	+1,4	+3,1
25 - 49 ans	11 481	-0,2	+6,2
50 ans et plus	3 445	-0,6	+6,8
Femmes	19 694	+0,0	+3,0
< 25 ans	3 211	-1,3	-3,5
25 - 49 ans	12 128	-0,1	+2,8
50 ans et plus	4 355	+1,3	+9,3
Hommes + Femmes	37 861	+0,0	+4,3
< 25 ans	6 451	+0,1	-0,3
25 - 49 ans	23 609	-0,2	+4,4
50 ans et plus	7 801	+0,5	+8,2



Ancienneté d'inscription pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an		
Données brutes	Déc. 2013	Variation par rapport à l'année précédente
Catégories A, B, C	21 390	-2,6
Moins de 3 mois	8 196	-3,3
De 3 à 6 mois	6 787	+0,3
De 6 à 12 mois	6 407	-4,5

L'offre d'emploi collectée			
Données CVS	Déc. 2013	Variation trimestrielle sur 3 mois glissants(1)	Variation annuelle sur 3 mois glissants(2)
Ensemble	2 162	+10,3	-2,0
Emplois non durables (Moins de 6 mois)	1 288	+23,9	-11,2
Emplois durables (Plus de 6 mois)	873	-6,9	+18,8

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi			
Données brutes	Déc. 2013	Nov. 2013	Oct. 2013
Catégorie A	4 441	4 480	4 130
Catégorie B	708	719	908
Catégorie C	609	655	758
Catégorie A, B, C	5 758	5 854	5 796
Catégorie D	244	211	185
Catégorie E	302	308	283
Catégorie A, B, C, D, E	6 304	6 373	6 264
Part dans la Cat. A	18,4%	18,5%	18,3%
Part dans les Cat A, B, C	15,0%	15,3%	15,0%

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

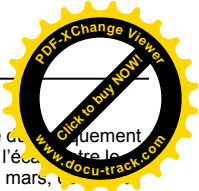
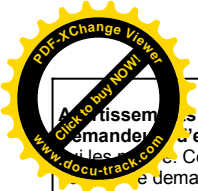
Calculs des cvs : DIRECCTE de Bourgogne / SEPES

(1)Evolution des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

(2)Evolution des trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente.

Voir avertissements page suivante

Dans cette publication, les fonds bleus correspondent à des données utilisables pour l'analyse conjoncturelle, les données sur fonds beiges, pouvant comporter une saisonnalité, sont fournies à titre informatif et ne doivent pas être utilisées dans l'analyse conjoncturelle.



Artissem
demande
emploi par catégorie : Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date de leur notification. Ce changement de règle a eu un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à la fin janvier 2013. En février, l'écart entre le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits et celui qui aurait été observé en l'absence de réforme a été proche de celui mesuré en janvier. A partir de mars, l'écart doit se réduire au fil des mois. A moyen terme, le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits pourrait être légèrement supérieur à celui qui aurait été observé en l'absence de réforme.

Flux par motif : Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a eu un impact à la baisse sur le nombre de radiations administratives et donc le nombre de sorties totales en janvier 2013. A partir du mois de février 2013, le nombre de radiations administratives retrouve, en moyenne, un niveau correspondant à celui qui aurait été observé si les règles n'avaient pas été modifiées. Par ailleurs, suite à ce changement de règle, la saisonnalité de la série du nombre de radiations administratives peut être légèrement différente de celle des années précédentes. De ce fait, la série corrigée des variations saisonnières peut présenter en 2013 un caractère plus heurté que par le passé.

DEMANDEURS D'EMPLOI INDEMNISES

	Déc. 2013	Moyenne annuelle 2013	Moyenne annuelle 2012
Assurance chômage	15 781	15 485	14 647
Solidarité-Etat	3 127	3 130	2 875
Demandeurs d'emploi indemnisés	18 908	18 615	17 522
Formation	1 629	1 362	1 340
Préretraités	3	4	7

Source : Pôle emploi

DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

Octobre 2013	Redressement	
	Judiciaire	Liquidation Judiciaire
Nbre d'entreprises concernées :		
Industrie	1	2
BTP	5	9
Tertiaire	6	12
Tous secteurs*	12	23

* y compris Agriculture. Source : société ALTARES / BODACC

A compter de février 2011, le tableau ci-dessus comptabilise les défaillances d'entreprises ayant une activité économique en date de jugement. Ces données diffèrent des chiffres publiés jusqu'à cette date qui intégraient toutes les défaillances gérées aux greffes des tribunaux de commerce (y.c. celles d'entreprises n'ayant plus d'activité économique).

L'approche économique est privilégiée à l'approche administrative.

La procédure de redressement judiciaire doit être mise en oeuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation. Si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer, c'est la **procédure de liquidation judiciaire**. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si l'employeur n'est ni commerçant, ni artisan.

POLITIQUES DE L'EMPLOI

EMPLOI AIDE DANS LE SECTEUR MARCHAND

	Déc. 2013	Cumul 2013	Variation/ Cumul 12
Formation en alternance			
Apprentissage	239	2 261	-14,5
Contrat de professionnalisation	74	1 089	-15,3
dont moins de 26 ans	61	867	-15,3
C.U.I. - C.I.E.	55	461	+26,6

Sources : DIRECCTE/UT21 - DARES - DGEFP/Pôle emploi

* En raison de difficultés repérées au niveau national, les résultats régionaux et départementaux relatifs aux contrats de professionnalisation sont momentanément indisponibles.

EMPLOI AIDE DANS LE SECTEUR NON MARCHAND

	Déc. 2013	Cumul 2013	Variation/ Cumul 12
C.U.I. - C.A.E.	214	3 103	-5,7

LES EMPLOIS D'AVENIR (contrats prescrits)

Données provisoires arrêtées au 31/12/2013	Déc. 2013	Cumul depuis novembre 2012
Secteur non marchand	50	540
Secteur marchand	14	255

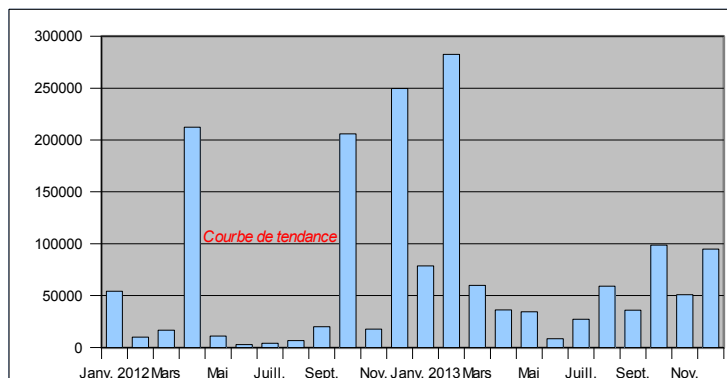
Source : DGEFP

ACTIVITE PARTIELLE

Allocation partielle

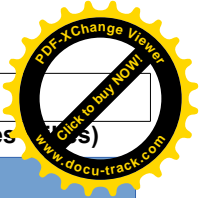
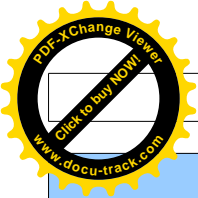
Décembre 2013	Côte d'Or	Bourgogne
Nbre d'heures autorisées	94 742	699 811
Cumul 2013	867 311	3 274 703

Source : DIRECCTE / UT 21



Loi sur la sécurisation de l'emploi promulguée le 14 juin 2013 et décret 2013-551 du 26 juin 2013 relatif à l'activité partielle :

L'allocation spécifique et l'activité partielle de longue durée sont regroupées en un dispositif unique : l'allocation partielle. Le taux de la nouvelle allocation est de 7,74 € pour les entreprises de 1 à 250 salariés et 7,23 € pour les entreprises de plus de 250 salariés.



EFFECTIFS SALARIES

Evolution des principaux secteurs (étabs toutes...)

DANS LES ETABLISSEMENTS DE TOUTES TAILLES				
3è trimestre 2013	Données CVS			
	Effectifs Salariés	Variat. du trim.	Variation cumulée	
			2013	2012
Industrie	27 952	-1,1	-2,3	-3,2
Construction	12 414	-0,2	-3,9	-1,3
Commerce	24 407	-0,6	-1,0	-0,3
Services (nc intérim)	76 355	-0,2	-0,6	+0,9
Intérim	5 313	+3,1	+2,4	-17,5
Total *	146 402	-0,3	-1,2	-1,1

Source : URSSAF

* Les arrondis effectués sur les secteurs peuvent aboutir à une légère différence entre leurs sommes et le résultat du département.



DANS LES ETABLISSEMENTS DE 50 SALARIES ET PLUS **				
Octobre 2013	Ind.	Const.	Tertiaire	Total*
Effectifs	19 397	4 372	38 386	62 657
Nombre d'étabs	157	45	343	547
Evolution :				
Au cours du mois	-0,2	-1,2	+0,5	+0,2
Sur l'année 2013	-2,7	-1,4	-0,1	-1,0
Sur l'année 2012	-2,3	-4,4	+0,9	-0,5
Mouvements :				
Entrées	206	45	3 307	3 590
dont C.D.D. (%)	50,8	14,6	85,7	82,9
Sorties	254	96	3 122	3 488
dont Lic. Éco. (%)	16,0	0,0	0,1	1,2

Source : DIRECCTE/SEPES - DMMO

* y compris Agriculture faiblement représentée.

** données provisoires

DANS LES ETABLISSEMENTS DE 1 SALARIE ET PLUS**				
1er trimestre 2013	Industrie	Constr.	Tertiaire	Total
Mouvements :				
Entrées :	875	774	11 937	13 586
dont en % :				
Cadres et chef ent.	11,3	1,7	4,0	4,4
Prof. intermédiaires	9,9	4,4	16,2	15,1
Employés	8,1	3,7	57,5	51,3
Ouvriers qualifiés	36,0	61,8	9,0	13,8
Ouvriers non qualifiés	34,6	28,4	13,2	15,5
Sorties :	941	647	11 347	12 935
dont en % :				
Cadres et chef ent.	9,1	2,9	4,8	5,0
Prof. intermédiaires	12,1	12,5	13,7	13,5
Employés	10,0	5,1	60,2	53,8
Ouvriers qualifiés	36,3	51,0	7,3	11,6
Ouvriers non qualifiés	32,4	28,4	14,0	16,0

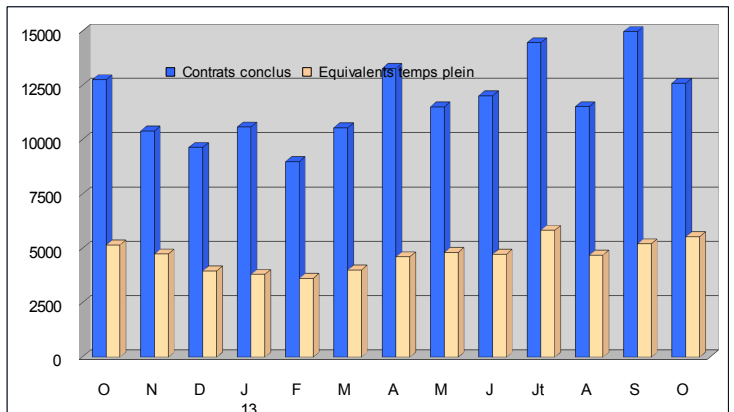
Source : DARES, DIRECCTE Bourgogne, DMMO-EMMO

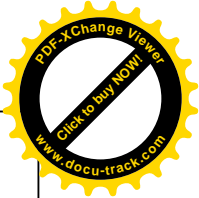
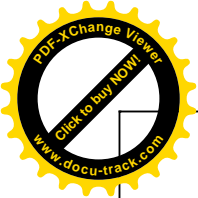
Champ : Etablissements de 1 salarié ou plus du secteur marchand (hors agriculture).

TRAVAIL TEMPORAIRE

Octobre 2013	Ind.	Const.	Tertiaire	Total*
Equivalents emplois à temps plein :				
	2 333	1 413	1 670	5 544
Variation/Oct. 12	+3,1	+10,6	+4,6	+7,3
Nombre de contrats conclus dans le mois :				
Nombre	/	/	/	12 611
Cumul 2013	/	/	/	120 595
Variation/Cumul 12	/	/	/	-4,1
Durée moyenne des contrats terminés dans le mois : (en semaine)	/	/	/	1,57

Source : DARES-DIRECCTE





L'information statistique dans les territoires de Bourgogne

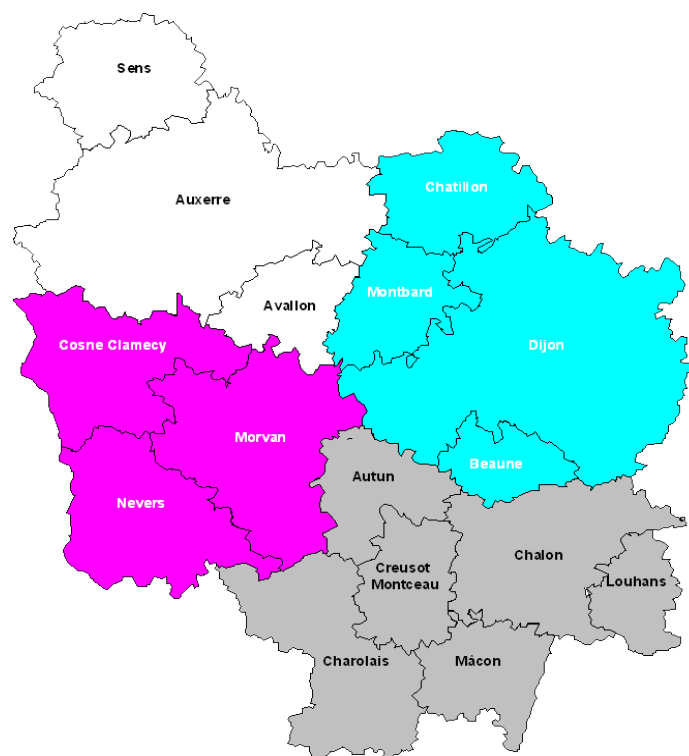
Le nouveau découpage de la Bourgogne en zones d'emploi est opérationnel depuis le 1er juillet 2011. Les travaux statistiques nécessaires à la reconstitution de séries homogènes sur plusieurs années ont été menés à bien, en ce qui concerne la demande d'emploi, au cours du second semestre 2011. La diffusion des données de janvier prendra donc en compte les nouveaux zonages. Pour ce qui a trait aux mouvements de main d'oeuvre, les travaux de reconstitution d'un échantillon d'établissements représentatif au plan local pourraient durer jusqu'à la fin du 1er semestre 2012.

Les nouvelles Zones d'Emploi (Z.E.) de Bourgogne

Les zones d'emploi avant la refonte



Les zones d'emploi à compter du 1er juillet 2011



DEMANDE D'EMPLOI PAR ZONE D'EMPLOI (définition 2010)

	Demande d'emploi en fin de mois								Taux de chômage localisés Sept. 13
	Catégorie A					Catégories A, B, C			
	Déc. 2013 (CVS)	Evol.(%)/ Nov. 13	Evol.(%)/ Déc. 12	Part (en %) des		Part (en %) des CLD (CVS)	D.E.E.		
				Femmes (CVS)	-25 ans (CVS)		Nombre (DB)	Structure (%)	
Dijon	19 444	-0,1	+3,3	48,4	17,5	43,6	2 700	83,1	9,0
Châtillon-sur-S.	791	-4,1	-5,7	47,9	19,4	52,2	99	3,0	10,6
Montbard	1 385	-1,4	+6,7	47,7	19,8	44,8	141	4,3	9,2
Beaune	2 053	+1,0	+7,5	51,3	16,9	45,9	299	9,2	8,4
<i>Différence de calage</i>							9	0,3	
Côte d'Or	23 674	-0,2	+3,5	48,6	17,7	44,2	3 248	100,0	9,0

Avertissement sur la révision des taux de chômage :

Les fortes divergences observées en 2005 et 2006 entre les statistiques de l'ANPE (désormais Pôle emploi) et l'enquête emploi ont conduit l'Insee et la DARES à abandonner l'utilisation des DEFM pour l'estimation du profil infra-annuel du chômage au profit des résultats issus directement de l'enquête emploi. En conséquence, les séries métropolitaines de chômage sont désormais produites à un rythme trimestriel. Parallèlement, l'exploitation de l'enquête emploi a été revue et le concept BIT du chômage est calé sur l'interprétation européenne. Enfin la période de référence des estimations n'est plus la fin du trimestre mais la moyenne trimestrielle du fait de l'utilisation exclusive de l'enquête emploi en continu. Les modifications apportées au niveau national impactent également les séries localisées du chômage (par département, région et zone d'emploi) dont la méthode a été revue pour permettre la mise en cohérence des séries locales et nationales. Le terme "chômage au sens du BIT" est abandonné pour les séries par région, département et zone d'emploi qui s'appelle désormais "taux de chômage localisés".

Catégories A, B, C	Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois					
	Moins de un an			Plus de un an		
	Déc. 2013	Evol.(%)/ Nov. 13	Evol.(%)/ Déc. 12	Déc. 2013	Evol.(%)/ Nov. 13	Evol.(%)/ Déc. 12
<i>Données CVS</i>						
Dijon	17 465	-0,1	-2,7	13 509	+0,2	+15,2
Châtillon-sur-S.	649	-0,4	-9,4	707	+0,8	+10,8
Montbard	1 188	-0,9	+3,1	966	-1,6	+5,7
Beaune	1 828	+0,0	-1,9	1 549	+0,8	+16,4
<i>Différence de calage</i>	9			-9		
Côte d'Or	21 138	-0,1	-2,5	16 722	+0,2	+14,4

Source : STMT - Pôle emploi, DARES

Calculs des cvs : DIRECCTE de Bourgogne / SEPES

Catégories A, B, C	Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi		
	Déc. 2013	Nov. 2013	Oct. 2013
<i>Données brutes</i>			
Dijon	4 787	4 858	4 822
Châtillon-sur-S.	235	238	225
Montbard	344	351	356
Beaune	389	404	386
<i>Ecart avec total dépt.</i>		3	7
Côte d'Or	5 758	5 854	5 796

**Direction régionale des entreprises, de la consommation,
de la concurrence, du travail et de l'emploi
- Unité territoriale de COTE d'OR -
21 Boulevard Voltaire - B.P. 81110 - 21011 DIJON Cedex**

Directeur de publication : Madame BARTHELEMY